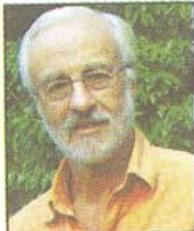


À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Hong-Kong : les combats du Sud



GÉRARD DUMÉNIL,
Directeur de recherche
au CNRS

La sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce s'est réunie au milieu du mois de décembre à Hong-Kong. C'est l'organe suprême de l'organisation internationale supposée mettre de l'ordre dans les relations commerciales mondiales et les investissements depuis sa création en 1994. Un pilier de la mondialisation néolibérale.

Chacune de ces réunions fait largement parler d'elle, et on se souviendra tout particulièrement de celle de Seattle, fin 1999.

Le champ couvert par les négociations était, *a priori*, extrêmement vaste, autour de l'axe néolibéral par excellence, celui de la « libéralisation », qu'il s'agisse du commerce des produits agricoles et industriels, ou des services. Ce dernier thème, celui des services, est, on le sait, particulièrement épineux, car il affecte des domaines où la responsabilité sociale collective est particulièrement engagée, comme l'éducation ou la santé. Libéralisation va de pair, ici, avec privatisation. Mais ce sera pour plus tard : très bientôt en fait.

Pourtant, l'objet sur lequel s'est fixée l'attention des commentateurs est celui des fameuses subventions dont les pays avancés (Europe et États-Unis) gratifient leurs agricultures. Ces agricultures subventionnées sont, en effet, autorisées à exporter leurs produits, et sont même subventionnées à cette fin, ce qui renforce une concurrence déjà inégale avec les pays dits du Sud. Ces pratiques sont en contradiction flagrante avec les principes affichés du néolibéralisme : le marché libre et non biaisé avant tout ! On peut même parler de comble de l'impudence, dès lors que les pays les plus développés et promoteurs de l'ouverture tous azimuts lancent sur le marché mondial des produits marqués du sceau de l'infamie de l'intervention étatique ! Les pays du Sud s'engouffrent donc dans cette brèche, et revendiquent l'éradication de ces pratiques coupables. Elle leur est d'ailleurs promise, au moins partiellement, quoique constamment différée : 2013, semble-t-il, désormais. Le Brésil et l'Inde, maintenant promus au rang de partenaires raisonnables, mènent la danse. Des concessions, certes, ils en font et sont disposés à en faire davantage, mais on n'a rien sans rien ! Ainsi, au lieu de se battre contre l'ordre mondial qui

les écrase, les pays du Sud, entraînés par leurs deux grands frères, revendiquent que soient consacrés sans exception les principes qui scellent leur domination.

Le Brésil pense qu'il va ainsi se développer. Lula se souvient-il que son pays, entre 1950 et 1980, protégé par de solides barrières douanières, crût à taux annuel moyen de 7,6 % ? Depuis 1980, année où tout commença à basculer, et jusqu'à 2004, ce taux fut de 2,1 %. Et aucun épuisement n'apparaissait à la fin des années 1970. De la patience ? Aucune accélération ne se fait jour au cours des années 1990 et 2000. Une exception ? Voyons le Mexique, un vrai bon élève de l'ordre néolibéral, un exemple entre tous de l'ouverture à tous crins, et si proche du père étasunien : 6,5 % jusqu'en 1980, et 2,5 % depuis lors. Et rien ne s'est arrangé après la signature du traité d'association avec les États-Unis et le Canada. Disons un mot de l'Argentine, où chacun sait que les choses ont mal tourné : 1,3 % de croissance annuelle depuis 1980. « Mais enfin, tous ces

investissements directs, objets de toutes les convoitises ? » Restons en Argentine, 80 % du chiffre d'affaires des 500 plus grandes entreprises sont maintenant réalisés par des entreprises possédées à plus de 50 % par le capital étranger. Ce sont sans doute les autres qui pêchent. « Les salaires sont trop élevés » : ils sont revenus aux niveaux des années 1950.

Oui, mais la Chine (et à moindre degré l'Inde) ? « La preuve est faite qu'une insertion réussie dans la mondialisation est la voie ouverte vers le développement ! » C'est bien, en effet, cette polarisation qui se crée dans ce monde néolibéral. Au centre, les États-Unis avec leur consommation folle et drainant les épargnes mondiales ; à la périphérie, les pays qui se vendent, et vendent leur main-d'œuvre, au meilleur prix, avec des salaires de misère et des taux de change de dumping, tout en offrant des garanties sociales (l'ordre y règne). Le capital d'un côté, le travail de l'autre. Chaque chose à sa place. Entre ces deux extrêmes, point de salut.

Que disent, en dernière analyse, ceux qui parlent au nom du Sud à Hong-Kong ? « Messieurs les oppresseurs, veuillez rester corrects ! Un traitement égal des forts et des faibles ! Un impérialisme propre s'il vous plaît ! » Difficile à croire, mais Hong-Kong fait de nouveau la démonstration de l'efficacité des stratégies des pays dominants : tenir encore sur l'insoutenable (les subventions à leur agriculture) pour obtenir l'inacceptable (la libéralisation des services et le reste).

La pratique des subventions agricoles est en contradiction avec les principes affichés du néolibéralisme : le marché libre et non biaisé.